

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement :
- Livre V - Titre I - Installations classées pour la protection de l'environnement,
- Livre V - Titre IV - Déchets,
- Livre II - Titre I - Eau ;
- VU le Code des Douanes ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 codifiée au titre I - Livre V du Code de l'Environnement susvisé ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 octobre 1998 modifié autorisant la SARL SIFDDA à exploiter, sur la ZI des Isles à PLOUVARA, un atelier d'équarrissage et de traitement de sous-produits d'origine animale pour un volume d'activité de 140 000 tonnes par an.
- VU la demande d'autorisation présentée par la **SARL SIFDDA** en vue de l'extension de l'atelier d'équarrissage et de traitement de sous-produits d'origine animale et de la création d'un bâtiment de transit et d'une unité d'incinération de farines animales ; installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ouverte du 17 juin au 31 juillet 2003 en mairie de **PLOUVARA** ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de COHINIAC, PLOUVARA, PLOUFRAGAN, PLELO, PLERNEUF, BOQUEHO, LA MEUGON, PLOUAGAT, LE FOEIL, TREMUSON, PLAINE HAUTE et SAINT DONAN ;
- VU les avis exprimés au cours de l'instruction par :
-le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt les 24 février 2004, 4 mars 2004 et 1^{er} avril 2004,
-le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales les 4 août 2003 et 1^{er} avril 2004,
-le Directeur Départemental de l'Équipement le 5 décembre 2003,
-le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement les 11 août 2003 et 26 mars 2004,
-le Directeur du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile le 27 juin 2003 ;
-le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle le 1^{er} août 2003,
-la Directrice Régionale des Affaires culturelles de Bretagne le 1^{er} juillet 2003,
- VU le rapport du Directeur Départemental des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées, en date du 22 avril 2004 ;
- VU la consultation effectuée le 6 mai 2004, conformément à l'article 10 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;
- VU l'avis défavorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 19 mai 2004 ;
- CONSIDERANT les avis défavorables unanimes émis sur le dossier aussi bien par les collectivités que par la commission d'enquête,
- CONSIDERANT les différentes observations formulées sur le dossier et les compléments de dossier, par les services techniques compétents ainsi que l'insuffisance de l'Étude d'Impact,

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas apporté de réponses satisfaisantes à ces observations lors de son audition devant le Conseil Départemental d'Hygiène,
 CONSIDERANT la fragilité du milieu et l'importance du volume des rejets,
 CONSIDERANT qu'à ce jour, l'état du milieu ne s'est pas amélioré malgré les mesures compensatoires,
 CONSIDERANT que les mesures de compensation prévues ci-après permettent la régularisation du tonnage actuel (178 000 tonnes) dans la mesure où elles amélioreront la situation actuelle,
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

ARRETE

ARTICLE 1

La demande d'extension à 220 000 tonnes par an de l'atelier d'équarrissage et de traitement de sous produits d'origine animale, est refusée.

La demande de création d'un bâtiment de transit et d'une unité d'incinération de farines animales est refusée.

ARTICLE 2 :

La S.A.S.U. SIFDDA (Société Industrielle Française de Destruction des Déchets Agricole) est autorisée à exploiter un atelier d'équarrissage et de traitement de sous-produits d'origine animale, pour une capacité totale maximum de 178 000 tonnes.

ARTICLE 3 – CLASSEMENT

3-1 Descriptions des installations classées

La S.A.S.U. SIFDDA (Société Industrielle Française de Destruction des Déchets Agricole) située Zone industrielle des Isles, 22170 Plouvara, est autorisée à exploiter à cette même adresse :

- Un atelier d'équarrissage et de traitement de sous-produits d'origine animale,
- Un atelier d'abattage sanitaires de bovins, ovins et caprins
- Une station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles,

implantés sur les parcelles cadastrales section ZE n° 19, 21, 23, 24, 32, 50, 52, 55, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 83 (usine) et section B n°975, 976, 986, 1069, 1071, 1073, 1076 (Pylards).

La présente autorisation est octroyée au titre des activités visées par les rubriques suivantes relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Nomenclature ICPE Rubriques concernées	Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Capacité sollicitée	Régime et rayon d'affichage
2210	Abattage d'animaux, Le poids de carcasses susceptibles d'être abattues étant Supérieur à 2 t/j	100 t/jour	Autorisation (R = 3 km)
2240	Huiles végétales, huiles animales, corps gras (Extraction ou traitement des), fabrication des acides stéariques, palmitiques et oléiques, à l'exclusion de l'extraction des huiles essentielles des plantes aromatiques La capacité de production étant Supérieure à 2 l/j	120 t/jour	Autorisation (R = 1 km)
2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 200 kW	450 kW	<i>de 40</i> Autorisation (R = 2 km)

2730	Traitement des cadavres, des déchets ou des sous-produits d'origine animale à l'exclusion des activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature. La capacité de traitement étant supérieure à 200 kg/j	178 000 t/an soit 622 t/j en moyenne et 900 t/j en pointe	Autorisation (R = 5 km)
2731	Chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale (Dépôt de) à l'exclusion des dépôts de peaux. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 300 kg	680 tonnes	Autorisation (R = 3 km)
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	-	Autorisation (R = 1 km)
2910	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, d'être consommée par seconde. 1. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : a) supérieure ou égale à 20 MW : (A - 3) 2. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et si la puissance thermique maximale est supérieure à 0,1 MW	4 chaudières pouvant fonctionner au fuel lourd ou à la graisse animale d'une puissance totale de 35.2 MW	Autorisation (R = 3 km)
1200	Combustibles (fabrication, emploi ou stockage de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques : 2. Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t nota : pour les solutions de peroxyde d'oxygène, on considère les quantités d'eau oxygénée contenues	Eau oxygénée 18 t	Déclaration
1220	Oxygène (emploi et stockage d'), La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. Supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t	80 t	Déclaration
1432	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m3 mais inférieure ou égale à 100 m3	31,77 m3	Déclaration
1434	Liquides inflammables (Installation de remplissage ou de distribution) 1. Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : b) Supérieur ou égal à 1 m3/h, mais inférieur à 20 m3/h	1,6 m3/h	Déclaration
2355	Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage étant supérieure à 10 t	34 t	Déclaration
2920	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 5 Pa, : 2. Dans tous les autres cas : b) supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	127 kW	Déclaration

3-2 Taxes et Redevances

Conformément à l'article L151-1 du code de l'environnement, les installations visées ci-dessus sont soumises à la perception d'une taxe unique, exigible à la signature du présent arrêté, et d'une redevance annuelle, établie sur la base de la situation administrative de l'établissement en activité au 1^{er} janvier

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS GENERALES

4-1 Conformité du dossier déposé

Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande d'autorisation, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté.

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

4-2 Aménagement, organisation et impact des installations

Le stockage avant traitement ne doit pas dépasser 24 heures si les cadavres, déchets et sous-produits d'origine animale sont entreposés à température ambiante.

La capacité des locaux de stockage et de fabrication doit être compatible avec le délai de traitement et permettre de faire face aux arrêts inopinés.

Les locaux de stockage des cadavres, déchets et sous-produits d'origine animale doivent être construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur. Les locaux doivent être correctement éclairés et permettre une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur.

Tous les locaux de stockage des matières premières doivent être maintenus dans un bon état de propreté et font l'objet d'un nettoyage au moins deux fois par semaine. La fréquence de nettoyage est quotidienne pour les locaux de travail (dépouille, broyage...).

Les équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, et d'éléments d'équipements utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

L'installation doit disposer d'équipements adéquats pour nettoyer et désinfecter les récipients ou conteneurs dans lesquels les déchets animaux sont réceptionnés, ainsi que les véhicules dans lesquels ils sont transportés. Les récipients, conteneurs et véhicules utilisés pour le transport des déchets animaux doivent être nettoyés et lavés après chaque usage et désinfectés régulièrement et au minimum une fois par semaine (intérieur et extérieur). Les roues des véhicules de transport doivent en particulier être désinfectées après chaque utilisation.

La collecte et le transport des cadavres, déchets et sous-produits d'origine animale doivent être effectués dans des bennes ou conteneurs étanches aux liquides et fermés le temps du transport.

Le sol des voies de circulation et de garage autres que les voies liées au parking des véhicules après lavage et désinfection doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

L'organisation de la circulation des véhicules à l'intérieur du site doit permettre le respect du principe sanitaire de la marche en avant.

Le plan de circulation à l'intérieur du site doit être affiché et les moyens de surveillance doivent être mis en œuvre pour contrôler à tout moment les entrées et sorties.

4-3 Intégration dans le paysage

L'installation doit être implantée :

- à au moins 200 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- à au moins 35 mètres des puits et forages extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- à au moins 200 mètres des lieux publics de baignade et des plages ;
- à au moins 500 mètres des piscicultures de rivière soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature et des zones conchylicoles sauf dérogation liée à la topographie.

Le parc de stationnement des véhicules de transport des cadavres, déchets et sous-produits d'origine animale doit être installé à au moins 100 mètres des habitations occupées par des tiers.

Les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliquent dans le cas des extensions des installations existantes, qu'aux nouveaux bâtiments. Elles ne s'appliquent pas lors de la mise en conformité des installations existantes.

Le site doit être clos par un matériel résistant sur une hauteur minimale de 2 mètres interdisant toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutes les opérations ayant lieu au sein de l'installation doivent être soustraites à la vue du public ; des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Un panneau de signalisation et d'information en matériaux résistants est placé à proximité immédiate de l'entrée principale. Il porte en caractères lisibles et indélébiles les mentions suivantes :

(désignation de l'installation)

Installation de traitement de déchets d'origine animale soumise à autorisation au titre de l'article L. 512-2 du code de l'environnement

Autorisation préfectorale (n°) du (date)

(raison sociale) et (adresse de l'exploitant)

ACCÈS INTERDIT SANS AUTORISATION

L'exploitant tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc.).

4-4 Contrôles et analyses

L'inspection des installations classées peut demander, à tout moment, que des contrôles et analyses, portant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, odeurs, bruit notamment), soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant.

En tant que de besoin, les installations sont conçues et aménagées de manière à permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesures (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Sauf accord préalable de l'inspection des installations classées, les méthodes de prélèvement, mesure et analyse sont les méthodes normalisées.

Les résultats de ces contrôles et analyses - ainsi que ceux obtenus dans le cadre de la procédure d'auto surveillance - sont conservés pendant au moins 5 ans par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, et, pour ce qui le concerne, de l'agent chargé de la Police de l'Eau.

L'exploitant enregistre les flux de matières entrant et sortant de l'installation, soit :

- heure d'entrée ou de sortie
- provenance
- type de produit (SPE et hors SPE)
- poids
- date et n° du Laisser Passer éventuel
- référence des Bordereau de Suivi des Déchets Industriels (BSDI)
- n° d'immatriculation des camions et remorques (voire des bennes).

Il établit des synthèses :

+ journalière comportant les informations suivantes :

- relative à la collecte :
 - quantité réceptionnée au jour j (élevage-abattoir-dépot) avec le lieu de provenance et à j+4, le détail SPE et hors SPE
 - quantité réexpédiée vers un autre site de transformation (établissement destinataire) et à j+4, le détail SPE et hors SPE
 - quantité transformée jour j et à j+4, le détail SPE et hors SPE
 - stock de matières premières en fin de journée (non déversé dans la trémie)
(nb : ces données seront recueillies à la même heure car l'usine fonctionne en continu durant la semaine)
- relative à la transformation
 - quantité de farines produites au jour j avec le détail de la qualité (humidité, taux de matière grasse, à j+2)
 - quantité expédiée totale et par destination
 - stock de farines en fin de journée
 - quantité de farines (ex : farines grasses) reçues d'autres sites de transformation pour nouvelle transformation.

+ hebdomadaire comportant les informations suivantes :

- données récapitulatives de la semaine avec les stocks de fin de semaine
- planning des envois en incinération la semaine suivante
- Quantité de farine produite pour chaque catégorie (SPE et hors SPE, à j+4)
- Tonnage traité sur le site.

+ mensuelle comportant les informations suivantes :

- le tonnage traité relevant du service public de l'équarrissage ;
- le tonnage traité ne relevant pas du service public de l'équarrissage dont celui des boues de station d'épuration ;
- les quantités d'eau extérieures traitées en fonction de leur provenance ;
- le tonnage de farines produites relevant du service public de l'équarrissage ;
- le tonnage de farines produites ne relevant pas du service public de l'équarrissage.

Ces données sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. La synthèse mensuelle lui est transmise au début de chaque mois suivant le mois concerné.

4-5 Prévention des pollutions accidentelles

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de nuisances et de pollutions accidentelles de l'air, des eaux ou des sols. Les dispositifs de traitement des effluents doivent être correctement entretenus afin d'éviter toute indisponibilité prolongée. Pendant leur arrêt accidentel ou pour motif technique, toutes mesures doivent être prises pour éviter l'attente sur place des matières premières à température ambiante.

4-6 Incident grave – Accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est à dire aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement) doit être immédiatement signalé à l'inspection des installations classées à qui l'exploitant remet, dans les plus brefs délais, un rapport d'accident précisant les causes et les circonstances de l'accident ou de l'incident ainsi que les mesures

prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

4-7 Arrêt définitif des installations

Au moins un mois avant l'arrêt définitif de ses installations, l'exploitant doit adresser une notification au préfet du département, conformément au décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié (article 34.1). Elle doit préciser les mesures prises ou prévues pour assurer la protection de l'environnement (c'est à dire des intérêts visés à l'article L.511.1 du Code de l'environnement), notamment en ce qui concerne :

- Le retrait de la totalité des déchets ;
- Les études et analyses des sols et des eaux avec engagement des procédures nécessaires de dépollution des sols ou des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- L'enlèvement de toutes substances potentiellement polluantes : matières premières, graisses animales, huiles usagées, produits lessiviels ou de désinfection, hydrocarbures ;
- Le maintien en état des structures et mise en œuvre de dispositif évitant toute intrusion ou mise en œuvre du démontage après obtention d'un permis de démolition et remise en état du site (aménagements d'espaces verts) ;
- L'évacuation de la totalité des déchets et élimination selon des filières adaptées ;
- Le démontage de la totalité des équipements mobiles ;
- Le démontage des équipements avec désinfection si nécessaire selon une procédure validée par les services vétérinaires ;
- La coupure de toutes les alimentations en électricité et en eau par les services autorisés ;
- L'entretien des abords du site et de la clôture ;
- La surveillance périodique du site.

4-8 Bilan de fonctionnement

Un bilan de fonctionnement portant sur les conditions d'exploitation de l'installation est élaboré par le titulaire de l'autorisation et adressé au préfet tous les 10 ans à compter de la présente autorisation.

Il contient :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi susvisée ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie.

ARTICLE 5 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

5-1 Règles générales

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

En particulier, toutes les précautions nécessaires sont prises vis à vis des ventilations des ateliers, du stockage des déchets, des ouvrages de traitement des eaux résiduaires industrielles de l'établissement.

Les systèmes d'extractions et de traitement de l'air font l'objet de vérification périodique.

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositif visibles à tout moment indiquant la direction du vent, doivent être mis en place près des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement si besoin, par l'intermédiaire de moyens techniques permettant une bonne diffusion des rejets.

Dans le cas des cheminées, la forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

5-2 Odeurs

L'établissement est équipé et aménagé de telle sorte qu'il ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage, provenant notamment de la station de pré traitement des effluents liquides, du stockage des déchets, de la stabulation ...

Les aires de réception et les installations de stockage des cadavres, déchets et sous-produits d'origine animale doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement.

Afin de permettre une meilleure prévention et un meilleur suivi des nuisances olfactives, un observatoire des odeurs permanent est mis en place et permet :

- de suivre un indice de gêne ou de confort olfactif perçu par la population au voisinage de l'installation,
- de qualifier l'évolution du niveau global de l'impact olfactif de l'installation.

5-2-1 Gaz odorants froids

La dispersion des odeurs dans l'air ambiant des locaux de réception et de stockage de la matière première doit être limitée le plus possible :

- en réduisant la durée de stockage avant traitement ;
- en assurant la fermeture permanente des bâtiments de réception, de stockage et de dépouille, le cas échéant, des cadavres, déchets et sous-produits d'origine animale ;
- en évitant les dégagements d'odeurs provenant notamment des broyeurs et des vis de transfert par la mise en place de hottes ou de capots ;
- en effectuant un nettoyage et une désinfection appropriés des locaux ;
- en maintenant en permanence, en dépression et fermés les halls, salles de travail et stockage des matières.

Tous les gaz odorants froids provenant des matières premières des installations de réception, de dépouille le cas échéant et de broyage sont collectés et dirigés vers une installation de traitement.

Les gaz sont dirigés vers un dispositif de traitement dont les rendements d'abattement sont :

	Rendements d'abattement attendus en %
Produits soufrés et mercaptan	95
Ammoniac et amines	95
Aldéhydes et cétones	90

Une mesure mensuelle est réalisée par l'exploitant. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Une mesure semestrielle est réalisée par un organisme indépendant et compétent. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

5-2-2 Gaz odorants chauds

Tous les gaz de cuisson et les gaz des ateliers doivent être collectés par des hottes ou des capotages au niveau des points d'émission et en particulier :

- postes de chargement des cuiseurs, cuiseurs, hydrolyseurs, etc. ;
- égouttage ;
- capacités tampons entre deux postes de travail ;
- vis de transfert ;
- installation de pressage, tamisage ;
- broyage.

Les effluents gazeux ainsi collectés sont dirigés par des circuits réalisés dans des matériaux anticorrosion vers des installations de prétraitement et/ou de traitement.

Les rejets dans l'atmosphère sont épurés par un dispositif de traitement dont les rendements d'abattement sont :

	Rendements d'abattement attendus en %
Produits soufrés et mercaptan	95
Ammoniac et amines	98
Aldéhydes et cétones	95

Une mesure mensuelle est réalisée par l'exploitant. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Une mesure semestrielle est réalisée par un organisme indépendant et compétent. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

5-2-3 prescriptions particulières

Un diagnostic olfactométrique avec étude de dispersion sera réalisé dans un délai de 9 mois suivant la publication du présent arrêté, par un organisme indépendant, compétent et choisi en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Les résultats assortis des commentaires et conclusions adéquats seront transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, accompagnés des éventuelles mesures compensatoires nécessaires ainsi que de l'échéancier de leur réalisation.

5-3 Installations de combustion

La chaufferie est implantée dans un local réservé à cet usage, à plus de 10 mètres des stockages de combustible.

L'entretien de l'ensemble de l'installation de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire pour assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénient pour le voisinage. Le fonctionnement des chaudières sera contrôlé une fois par an par un organisme habilité

Les valeurs limites de rejet, fixées ci-dessous pour les unités de combustion détaillée au dossier de demande d'autorisation, devront respecter les valeurs suivantes pour la combustion de graisse animale:

Rejet aérien	en mg/Nm3 à 3% d'O2
Débit de fumées sèches	42 500 Nm3/h à 3% d'O2
Poussières	100
NOx	450
SOx	50
CO	25
composés Cl	25
composés F	1
COT	10
NH3	5

La valeur limite de débit s'applique à l'ensemble des rejets canalisés des chaudières. Les concentrations s'appliquent à chaque rejet canalisé.

La hauteur des cheminées d'évacuation des gaz de combustion est :

	Hauteur de cheminée par rapport au niveau 0
Fasel 1 + Socomas + Loos	41 m
Fasel 2	20 m

L'exploitant fait procéder au moins une fois par an, par un organisme agréé à une mesure du débit rejeté et des concentrations en polluants visés ci-dessus, dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. Les résultats (débit, flux et concentrations) sont transmis à l'inspecteur des installations classées.

5-4 Installations d'oxydation thermique

Les effluents à traiter sont constitués des buées issues de la cuisson des déchets organiques (cadavres d'animaux, saisies d'abattoir), en provenance de 3 des cuiseurs de l'installation. Elles sont aspirées au niveau des cuiseurs par cyclonage et préchauffées par échange thermique avec les fumées de sortie de la chambre de combustion de l'oxydeur, via le récupérateur d'énergie, puis dirigées vers la chambre d'oxydation pour réaliser une combustion à une température supérieure à 850 °c pendant une durée de 2 secondes.

Un seul oxydeur thermique fonctionne à la fois. Le second est utilisé en secours en cas de panne ou d'arrêt technique de l'oxydeur principal. La mise en service du second oxydeur thermique devra être effective au plus tard 6 mois après la notification du présent arrêté.

Pendant les périodes d'arrêt technique pour entretien ou travaux ou en cas d'anomalie de fonctionnement, les effluents gazeux sont dirigés vers l'oxydeur thermique de secours.

En cas d'arrêt des deux oxydeurs simultanément ou d'arrêt de l'oxydeur existant avant mise en service de l'oxydeur n°2, les effluents gazeux sont dirigés vers les aéro-réfrigérants puis le bassin tampon amont du système épuratoire. La chaîne de traitement du sang est arrêtée. Le sang est dirigée vers un autre centre de traitement en accord avec l'inspection des installations classées.

Dès que l'arrêt de l'oxydeur thermique est supérieur ou prévu d'être supérieur à 60 heures de période d'activité ou que les deux oxydeurs sont arrêtés, l'exploitant informe l'inspection des installations classées, présente et prend les mesures nécessaires à la préservation de la qualité des rejets de la station d'épuration.

Les valeurs limites de rejet suivantes doivent être respectées :

Paramètres	Concentrations en mg / Nm ³ à 11% d'O ₂
Poussières totales	40
Monoxyde de carbone	100
Oxydes de soufre (exprimé en SO ₂)	300
Oxyde d'azote (exprimé en NO ₂)	85
Chlorures d'hydrogène et composés inorganiques gazeux du chlore HCL	5
Fluor et composés inorganiques gazeux du fluor HF	1
Composés organiques volatils COT	20
Ammoniac NH ₃	15
Dioxines et Furanes	0,02 ng/Nm ³ à 11% d'O ₂

Le débit maximum de gaz secs à 11% d'O₂ est de 13500 Nm³/h.

La vitesse d'éjection des gaz doit être supérieure à 8 m/s.

La hauteur de cheminée d'évacuation des gaz de l'oxydeur thermique est de 26 m par rapport au niveau 0, soit 24 m au niveau d'ancrage.

L'exploitant fait procéder au moins une fois par semestre, par un organisme agréé, à une mesure du débit rejeté et des concentrations en polluants visés ci-dessus, dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur, l'oxydeur étant en marche continue et stable. Les résultats (débit, flux et concentrations) sont transmis à l'inspecteur des installations classées.

Considérant les résultats d'autosurveillance existants concernant les rejets à l'atmosphère de l'oxydeur thermique dont les valeurs de rejet des paramètres poussières et COT sont non conformes, l'exploitant proposera, au plus tard 2 mois après la notification du présent arrêté les mesures compensatoires nécessaires au respect des prescriptions fixées ci-dessus ainsi que l'échéancier de leur réalisation. La mise en service de ces mesures devra être effective au plus tard 4 mois après la notification du présent arrêté et validé par un contrôle des paramètres visés ci-dessus (débit, flux et concentrations).

ARTICLE 6 – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

6-1 Règles d'aménagement

Les aires de réception et les installations de stockage des cadavres, déchets et sous-produits d'origine animale doivent être étanches, résistantes au passage des équipements et véhicules permettant le déchargement des cadavres, déchets et sous-produits d'origine animale et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des cadavres, déchets et sous-produits d'origine animale ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités.

Le réseau de collecte des effluents liquides est de type séparatif (séparations des eaux pluviales, des eaux de vannes et des eaux usées industrielles).

Les effluents recueillis sur le site appartiennent à l'une des 3 catégories suivantes :

- les eaux pluviales non souillées rejetées dans le milieu naturel ou dans le réseau pluvial desservant l'installation;
- les eaux souillées et les eaux ayant été en contact avec des matières premières ou avec des surfaces souillées par des matières premières ;
- les autres eaux (par exemple, eaux de lavage, y compris eaux de lavage des gaz, eaux de purge, eaux vannes...).

L'installation de traitement des effluents doit disposer d'une unité de stockage étanche, close, d'une capacité permettant de faire face aux aléas de fonctionnement du site.

L'exploitant établit et tient à jour un plan faisant apparaître le réseau d'alimentation, les principaux postes utilisateurs, les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires (secteurs collectés, points de branchement, regards, postes de relevage et de mesure, vannes,...), point de raccordement au réseau collectif, le point de prélèvement d'échantillons (canal de mesure,...) et les points de rejet.

Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, de l'agent chargé de la Police de l'Eau, ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

6-2 Prélèvements et consommation d'eau

L'alimentation en eau est assurée par trois origine :

- le réseau public,
- le petit étang,
- un puits à la source du Pylard (parcelles cadastrales 975, 976 et 986 section B) dont l'eau est prélevée pour être refoulée vers le château d'eau du site..

Le captage est constitué par un puits de 2 mètres de diamètre et 6.5 mètres de profondeur. Il est équipé d'un déversoir. Le trop plein est rejeté au ruisseau du moulin Kernier.

Le prélèvement autorisé est de 200 m3 par jour avec un débit maximum instantané de 25 m3 par heure.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau, notamment par l'emploi de pistolets douche, par la vérification périodique de l'étanchéité des vannes, par le nettoyage à sec (raclette) des sols avant leur lavage, par nettoyage des locaux à la vapeur et à l'aide de produits moussants biodégradables ou tout autre moyen autorisé.

Un disconnecteur protégeant le réseau public est installé. Les volumes d'eau utilisés à partir d'un réseau public sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Un niveau de consommation d'eau par tonne de matières premières traitées doit en particulier être défini.

Les ouvrages de prélèvement dans le petit étang et à la source du Pylard ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux. Ils respectent, sans préjudice de l'autorisation éventuellement requise en application de l'article L. 432-3 du code de l'environnement, les dispositions des articles L. 432-5 et L. 432-6 dudit code. Leur mise en place est compatible avec les dispositions de schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe. Chaque point de prélèvement dans le sol ou les cours d'eau doit être équipé d'un compteur horaire totalisateur.

Les volumes consommés doivent être relevés journalièrement; ils sont consignés dans un registre éventuellement informatisé tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant proposera, au plus tard 2 mois après la notification du présent arrêté les mesures compensatoires nécessaires au respect des prescriptions techniques applicables aux prélèvements d'eaux en eaux souterraines ainsi que l'échéancier de leur réalisation. La mise en service de ces mesures devra être effective au plus tard 4 mois après la notification du présent arrêté et validé préalablement par la police de l'eau.

6-3 Eaux résiduaires industrielles et eaux ayant été en contact avec des matières premières ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par des matières premières

Les eaux résiduaires, avant rejet au ruisseau du moulin Kernier, sont traitées par les stations d'épuration de l'établissement, à l'exception des buées de cuisson de trois cuiseurs dirigées vers l'oxydeur thermique en fonction. Ces eaux résiduaires sont :

- la totalité des eaux résiduaires de l'établissement (eaux de lavage, condensats de cuisson, eaux de lavage des camions, eaux vannes ...),
- les eaux pluviales des zones A et B (hors eaux pluviales de toiture) dite "zones à haut risque", et des surfaces suivantes du secteur E : secteur du silo à boues, pourtour du puit à boues et des dégraisseurs de la station d'épuration BECTRA.

Les eaux ayant été en contact avec les matières premières ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par les matières premières doivent être stérilisées par un autoclavage à 133 °C pendant 20 minutes sous une pression de 3 bars sans interruption et être équipées d'un dispositif de filtration permettant de retenir les particules d'une taille supérieure à 10 µm ou de tout autre dispositif jugé équivalent.

Les boues et les déchets issus de l'installation de traitement des eaux usées doivent être traités par une usine d'incinération ou de co-incinération, directement ou après déshydratation.

Les eaux en provenance du dépôt d'Arzano(29) et du dépôt de Saint Martin des champs(29) sont traitées sur le site de Plouvara soit respectivement :

- 12 m3/j et 260 kg/j de DCO, 5 jours par semaine ;
- 6 m3/j et 48 kg/j de DCO, 5 jours par semaine.

Tout transfert d'eaux, en provenance d'autres sites, pour traitement est interdit sans avoir été porté à la connaissance préalable de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'une autorisation.

Les eaux usées traitées et stérilisées, transitant par la lagune de 2500 m³, sont rejetées au point de rejet n°1 dans le ruisseau du moulin Kernier sans transiter dans le grand étang. Cette voie de rejet doit être en service un mois après notification du présent arrêté. Elles doivent respecter les valeurs limites suivantes, sur effluent brut non décanté :

	Concentrations maximales des rejets en mg/l		Débit maximum V	Flux maximum en kg/j
	Sur 2 heures	Sur 24 heures		
DCO	90	90	V = 350 m ³ /j	35
DBO ₅	15	15		5.25
MES	30	30		10.5
NTK	15	15		5.25
N-NH ₄	5	5		2
N-NO ₃	22	22		7.7
Pt	2	2		0.7

- Période de rejet (7 jours/semaine),
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- Température inférieure ou égale à 30°C.

Si le débit du Leff < 58 l/s, le rejet est V = 0 m³/j, l'industriel procèdera au stockage ou à l'irrigation de la totalité de l'effluent traité, sur les terres prévues au plan d'épandage, en évitant tout ruissellement direct.

Si le débit du leff > 200 l/s, le rejet est porté à V = 450 m³/j, les flux quotidien restant identique à ceux définis ci-dessus.

En outre, les eaux rejetées ne renferment pas de substances nocives en quantités suffisantes pour détruire la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval du point de rejet.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

6-4 Ouvrages

Les installations d'épuration des eaux sont conçues pour faire face aux variations de débit et de composition de l'effluent.

Un système d'alerte est mis en place pour prévenir de l'arrêt accidentel des installations, notamment au niveau des pompes de relevages.

Le transfert des eaux usées non traitées directement vers les lagunes de stockage est interdit.

un canal de mesure des effluents et un préleveur réfrigéré asservi au débit, avant rejet au ruisseau du moulin Kernier, permet la mesure et l'enregistrement en continu du débit, de la température et du pH et le prélèvement d'échantillon pour l'autosurveillance. Une sonde de mesure en continu de l'ammoniaque NH₄ complète ce dispositif afin de pouvoir prévenir sans délai les exploitants des usines de traitement d'eau en aval et la DDASS lors du dépassement de la concentration maximale autorisée.

6-5 Eaux vannes - Eaux usées

Les eaux vannes des sanitaires, les eaux usées des lavabos sont collectées puis renvoyées vers les stations d'épuration du site. Elles sont comptabilisées dans les volumes et flux traités puis rejetés par la société.

6-6 Eaux pluviales

Les eaux pluviales et de ruissellement des secteurs Voirie nouveau parking, B (eaux pluviales de toiture seulement), C, D, E (hormis les surfaces du secteur E dirigées vers la station BECTRA), F, G et H sont collectées par un réseau séparatif et transitent par un ou des séparateurs d'hydrocarbures, ou débourbeurs déssableurs (à l'exception des eaux de toitures du secteur B). Le raccordement du secteur E permettant le rejet vers le bassin d'orage doit être en service 3 mois après notification du présent arrêté.

Les eaux pluviales des secteurs C, D, E, F, G et H sont dirigées vers un bassin d'orage de 1560 m³ permettant la rétention en cas de pollution accidentelle. Elles sont ensuite déversées directement au milieu naturel au point de rejet n°2 sans transiter par le grand étang, sauf après curage de ce dernier. Cette voie de rejet doit être en service 6 mois après notification du présent arrêté.

Les eaux pluviales des secteurs Voirie nouveau parking, B (eau pluviales de toiture seulement) sont rejetées directement dans le ruisseau du Pylard au point de rejet n°3 après passage dans le petit étang, sans transit dans le grand étang.

Le rejet des eaux pluviales au milieu naturel est autorisé sous réserve de respecter, pour chaque point de rejet, les valeurs limites suivantes :

pH	compris entre 5,5 et 8,5
température	< 30°C
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
DCO	125 mg/l
MES	35 mg/l.

Une mesure de la qualité des eaux de pluviales envoyées vers le réseau collectif sera réalisée par **semestre** suite à un prélèvement ponctuel. Cette mesure portera sur les paramètres DCO, MES et Hydrocarbures totaux. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées.

Les eaux pluviales polluées et les eaux d'extinction d'incendie doivent être retenues pour traitement éventuel.

Les séparateurs d'hydrocarbures et débourbeurs déssableurs sont vidés par une société spécialisée une fois par an et plus si nécessaire, et leur bon fonctionnement vérifié. Les justificatifs des interventions sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6-7 Surveillance des rejets - Autosurveillance

Le programme d'autosurveillance des consommations et des rejets est réalisé dans les conditions suivantes sur effluents bruts non décantés :

CONSOMMATIONS		
	UNITES	PERIODICITE
Consommations	m ³	Continu

REJETS		
Volume	m ³	Continu
Débit du Leff à la station de mesure de Boquého	l/s	1 fois / jour
pH		Continu
Température	°C	Continu
Demande chimique en oxygène (DCO)	mg/l et kg/j	1 fois / jour
Matière en suspension (MES)	mg/l et kg/j	1 fois / jour
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	mg/l et kg/j	1 fois / semaine
Azote Kjeldhal (NTK)	mg/l et kg/j	1 fois / jour
N-NH4 (en complément de la mesure en continu par sonde)	mg/l et kg/j	1 fois / jour
N-NO3	mg/l et kg/j	1 fois / jour
Phosphore total (Pt)	mg/l et kg/j	1 fois / jour

Le suivi est réalisé sur les rejets d'eaux traitées et stérilisées non décantées, à partir d'échantillons prélevés, au point de rejet au milieu naturel, sur une durée de vingt-quatre heures, proportionnellement au débit, et conservé en enceinte réfrigérée. Les méthodes d'analyses utilisées sont les méthodes standardisées.

Les résultats de ces mesures, exprimés en volume journalier, débit moyen journalier et, concentration et en flux, sont transmis **mensuellement**, à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les paramètres représentatifs de l'activité de l'établissement (les tonnages correspondants aux jours de mesure) sont joints.

Un contrôle des paramètres suivants : DCO, DBO5, MES, NTK, NH_4 , NO_3 et Pt est réalisé sur l'initiative de l'inspection des installations classées à une fréquence **annuelle**.

Cette intervention peut avoir lieu à tout moment par l'organisme chargé des mesures.

Ces mesures (prélèvements et analyses) sont à la charge de la S.A.S.U. SIFDDA

6-8 Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matière qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.

6-8-1 Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) associé (s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules - citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le stockage de produits finis susceptibles d'entraîner une pollution du sol est associé à une protection du sol adaptée.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).

6-8-2 Information sur les produits

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation. Il tient à jour les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettant de satisfaire cette obligation.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

6-8-3 Nappes souterraines

Toutes dispositions sont prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface.

6-8-4 Prescriptions particulières

Une étude d'acceptabilité du milieu récepteur (le ruisseau du moulin Kernier) sera réalisé dans un délai de 2 mois suivant la publication du présent arrêté, par un organisme indépendant, compétent et choisi en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette étude devra permettre de déterminer :

- l'état initial du milieu récepteur en amont et aval immédiat du point de rejet : IBGN,
- les objectifs de qualité du milieu naturel récepteur au point de rejet des effluents,
- les flux acceptables par ce milieu afin d'atteindre ces objectifs de qualité,
- les flux rejeteables par l'établissement en résultant, afin d'atteindre ces mêmes objectifs,
- les rendements nécessaires des équipements d'épuration afin que le traitement des effluents de l'établissement permettent d'obtenir des flux rejetés acceptables par le milieu,
- la conception d'ouvrage d'épuration permettant les rendements nécessaires,
- les échéanciers de réalisation et mise en service des équipements dont en particulier les équipements permettant un rejet direct au milieu naturel sans passage par le grand étang et le stockage des effluents en période de déficit hydrique.

Les résultats assortis des commentaires et conclusions adéquats seront transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, accompagnés des éventuelles mesures compensatoires nécessaires ainsi que de l'échéancier de leur réalisation et mise en service. La mise en service de ces mesures sera effective au plus tard 9 mois après la notification du présent arrêté.

ARTICLE 7 – Irrigation des eaux traitées

7-1 Prescriptions générales

Conformément aux réglementations établies en application de la directive "Nitrates" et du Code de l'Environnement, l'industriel met en place des pratiques d'épandage visant à respecter l'équilibre de la fertilisation azotée par ajustement des apports aux besoins prévisibles des cultures.

Il informera le service chargé de l'inspection des installations classées des modifications notables envisagées dans les procédés de traitement des eaux traitées et stérilisées.

L'irrigation des eaux traitées et stérilisées est interdite :

- pendant les périodes de forte pluviosité;
- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé;
- sur les surfaces du périmètre classées en aptitude I pendant les périodes d'excédent hydrique des sols;

7-2 Prescriptions particulières

7-2-1 Etude et classement des sols

Le périmètre d'irrigation de la S.A.S.U. SIFDDA comprend 8.66 ha irrigables faisant partie du site de l'installation. Les parcelles sont localisées sur la commune de Plouvara section ZE n° 0024A, 0050B, 0050C, 0021A, 0023, 0061.

Les 8.66 hectares irrigables autorisés à l'irrigation se décomposent en :

- Classe 2 : sols sains, peu marqués par l'hydromorphie ; représentant l'essentiel des surfaces, soit 6.764 hectares.
- Classe 1 : sols relativement hydromorphes soit 1.898 hectares.

7-2-2 Nature des matières à épandre

La S.A.S.U. SIFDDA est autorisée à épandre sur le périmètre de 8.66 ha les eaux traitées et stérilisées pendant les périodes de déficit hydrique (mai à septembre) et sous réserve de ne pas être à l'origine de nuisances olfactives.

Volume à épandre :

	Volume/an	N	P2O5	K2O
Eaux traitées	39 783 m3	37 mg/l	4.58 mg/l	-
Flux annuel en Kg		1472	182	-

Exploitation	SPE MaD en ha	Azote organique sur SPE-MaD		Exportations par les cultures (prairies fauchées)		Disponibilité En N	
		Kg N	Kg N/ha	Kg N/ha	Kg N/SPE	Kg N/ha	Kg N/SPE
SIFFDA	8.66	1472	170	170	1472	0	0

7-2-3 Pratique de l'irrigation

Tous les équipements nécessaires à la mise en œuvre du plan d'irrigation seront pris en charge par l'industriel.

7-2-4 Contraintes

En période défavorable, l'irrigation est interdite sur sol nu. Il convient également de respecter strictement la carte d'irrigation, donc de réserver les sols d'aptitude 2 en période défavorable.

L'irrigation à proximité des maisons occupées par des tiers ne sera effectuée qu'à une distance minimale de 50 mètres.

Sur les parcelles récemment drainées, l'irrigation ne pourra être réalisée que 3 ans après la fermeture des tranchées.

L'irrigation ne pourra être réalisée que sur des parcelles réellement cultivées et faisant l'objet d'un entretien agricole normal : l'irrigation sur friches, landes ou bois est proscrite.

L'irrigation sur herbages ou cultures fourragères précèdera de trois semaines la remise à l'herbe des animaux ou la récolte des cultures fourragères.

7-2-5 Tenue d'un registre d'irrigation

Un cahier d'irrigation devra être tenu régulièrement par l'exploitant de l'installation. Une comptabilité précise des volumes et des parcelles irriguées y sera établie et consignée.

A chaque irrigation seront notés :

- la référence de la parcelle réceptrice, le nom de l'agriculteur,
- la date d'irrigation,
- le volume irrigué,
- la nature de la culture,
- les conditions climatiques.

7-2-6 Plan prévisionnel d'irrigation et bilan agronomique

La S.A.S.U. SIFDDA devra transmettre au service chargé des installations classées avant le 1^{er} décembre de chaque année un plan prévisionnel d'irrigation pour l'année suivante et pour le 30 avril le bilan agronomique.

7-3 Mesures périodiques

Deux analyses minimum par an sur les matières épandues devront être effectuées aux frais de la S.A.S.U. SIFDDA par un établissement spécialisé, agréé par l'inspecteur des installations classées et porteront sur les paramètres suivants :

- Agents pathogènes ;
- pH, DCO et MS; NTK, NH₄, NO₃, Pt, Ca, Mg, K.

Une analyse tous les 2 ans portera sur les paramètres suivants :

- Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Sélénium et Zinc ;

7-4 Suivi technique et agronomique

Les analyses de sol (matière organique, pH, phosphore assimilable, capacité d'échange et bases échangeables et éléments traces métalliques) seront réalisées au minimum tous les dix ans en un point de référence de chaque zone homogène, et les analyses de fourrage doivent permettre de suivre l'évolution des sols et des cultures soumis à l'épandage.

Des analyses d'eaux de surface (puits, sources, drains...) pourront être effectuées pour s'assurer de la qualité des eaux.

L'exploitant fournira, au plus tard 2 mois après la notification du présent arrêté une étude d'épandage montrant l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des effluents ou des déchets, l'aptitude du sol à les recevoir, le périmètre d'irrigation et les modalités de sa réalisation.

7-5 Contrôles de la conformité des conditions de l'irrigation

Des vérifications inopinées pourront être effectuées à la diligence de l'administration. L'industriel devra, sur sa réquisition, mettre les fonctionnaires du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérifications et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

7-6 Extension du périmètre d'irrigation

Toute extension du périmètre d'irrigation qui viendrait à être demandé par l'industriel au-delà de la superficie des 8.66 hectares ayant fait l'objet de l'étude, sera subordonnée à la production d'une étude complémentaire préalablement autorisée.

ARTICLE 8 - ELIMINATION DES DECHETS

8-1 Gestion

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment en limitant à la source leurs quantités et en effectuant toutes les opérations de tri et de valorisation possibles, et ce conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet.

Pour chaque catégorie de déchets, l'exploitant doit respecter le niveau de traitement ou d'élimination fixé dans la partie déchets de l'étude d'impact. Tout changement significatif de niveau doit être porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

L'inventaire des déchets, tel que présenté dans l'étude d'impact, doit être actualisé, passée la phase de démarrage des activités. Cette révision est communiquée à l'inspection des installations classées dans un délai maximal de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant organise par une procédure écrite, la collecte et à l'élimination des différents déchets générés par les installations. Cette procédure régulièrement mise à jour est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le transport des déchets animaux et des sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine doit être conforme à la réglementation sanitaire en vigueur.

Avant tout départ, les véhicules ayant circulé sur une zone souillée doivent faire l'objet d'un nettoyage adapté.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du livre V du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.

8-2 Stockage

Dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, prévention des envols et des odeurs) pour les populations environnantes et l'environnement.

Pour cela :

- Les dépôts sont tenus en constant état de propreté.
- Les stockages de déchets sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires sont bordées de murettes conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels, ou sécurisées par un autre moyen ; elles sont couvertes.
- Pour les déchets spéciaux, les stockages temporaires avant recyclage ou élimination doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et être protégés des eaux météoriques.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégés des eaux météoriques.

8-2-1 Stockage des farines animales

Les farines d'origine animale doivent être stockées dans des enceintes couvertes et fermées. Le sol doit être plat et imperméable. La toiture, la structure porteuse et le sol sont incombustibles. Les parois et la toiture doivent être maintenues étanches à l'eau de manière à ne pas humidifier le stock de farines. Le bâtiment doit être équipé d'un dispositif d'extinction.

Toutes dispositions sont prises pour empêcher le contact des farines avec les eaux, notamment les eaux de pluie et de ruissellement.

A l'intérieur de l'enceinte, les circulations d'air ne doivent pas provoquer l'envol de particules de farines. Le haut du stock est arasé afin d'éviter le tirage thermique observé dans des stockages de forme conique. La hauteur du tas de farines ne dépasse pas 7 mètres. La forme et les pentes du tas doivent limiter les risques de glissement des farines. Le stockage est aménagé de manière à permettre le déstockage et les interventions liées à la gestion du stock.

Le taux d'humidité des farines doit être maintenu le plus bas possible (< 15 %). Les farines ayant un taux d'humidité notablement différent doivent être stockées séparément, pour éviter les risques d'échauffement.

Une aire est réservée pour le refroidissement éventuel des farines. La surface de l'aire de refroidissement doit être au moins égale à 10 % de l'aire totale du stockage.

Les opérations de chargement des farines se font dans un espace confiné pour limiter les envols de particules. Les eaux de lavage des zones de stockage des farines doivent être traitées par les stations d'épuration et stérilisées.

8-3 Surveillance – Auto surveillance

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets générés par son activité, quelles qu'en soient les quantités.

L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

Pour les déchets d'emballages, il en va de même des contrats mentionnés à l'article 2 du décret n° 94.609 du 13 juillet 1994 : ces derniers doivent indiquer la nature et les quantités prises en charge.

ARTICLE 9 - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

9-1 Règles d'aménagement

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine des bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance ou une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, leur sont applicables sans préjuger des dispositions arrêtées ci-après.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conforme à un type homologué (décret du 18 avril 1969).

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

9-2 Niveaux limites

Les émissions sonores ne doivent pas dépasser les niveaux suivants en limite de propriétés :

Niveaux limites admissibles en dB (A)		
Emplacement	Jour	Nuit
	Période de 7 heures à 22 heures Sauf dimanches et jours fériés	Période de 22 heures à 7 heures Ainsi que dimanches et jours fériés
Point Nord	57	55
Point Sud	45	40

Les émergences en zone à émergences réglementées ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :

Emplacement	Jour	Nuit
	Période de 7 heures à 22 heures Sauf dimanches et jours fériés	Période de 22 heures à 7 heures Ainsi que dimanches et jours fériés
Limite de zone à émergence réglementée	5 dB	3 dB

Une mesure des émissions acoustiques sera réalisée, selon les normes en vigueur, par un organisme qualifié choisi en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, de jour et de nuit, pour vérifier le respect des niveaux limites admissibles, dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté. Les niveaux et émergences en zone à émergence réglementée seront vérifiés. Ces mesures sont effectuées dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi heure au moins.

En cas de non respect des niveaux limites, les mesures correctives, ainsi que les délais de réalisation seront présentés à l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Les résultats sont transmis à l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

ARTICLE 10 - GESTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

10-1 Dispositions générales

10-1-1 Zone de dangers

L'exploitant définit, sous sa responsabilité, trois types de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion :

- une zone de type I : emplacement dans lequel une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente ou semi-permanente,
- une zone de type II : emplacement dans lequel une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon épisodique avec une faible fréquence et une courte durée,
- une zone de type III : emplacement à risque d'incendie.

Ces zones sont reportées sur un plan tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées dans les deux mois suivants la notification du présent arrêté.

10-1-2 Conception – Aménagement

La conception générale de l'établissement est conduite de sorte à assurer, à partir d'une division des activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes.

La stabilité au feu des structures doit être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. Les éléments de construction seront d'une manière générale incombustibles. L'usage des matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

Ne sont conservées dans les zones de dangers que les quantités de matières inflammables ou explosibles strictement nécessaires pour le travail de la journée et le travail en cours. En dehors des produits nécessaires à la fabrication, l'usage de tout produit ou matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade, ventilation suffisante afin d'éviter le risque d'accumulation ou tout autre dispositif équivalent) Les commandes d'ouverture manuelle seront placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

10-1-3 Installations électriques

Le matériel électrique basse tension est conforme à la norme NFC 15.100

Le matériel électrique haute tension est conforme aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200

Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles de l'art et notamment à la norme NFC 15.100

En outre, les installations électriques sont conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980 - J.O. du 30 avril 1980). Elles sont protégées contre les chocs. Les installations électriques répondent aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs.

Les transformateurs sont implantés dans des locaux spéciaux situés à l'extérieur des zones de dangers.

Des interrupteurs multipolaires pour couper le courant sont facilement accessibles et signalés de façon appropriée. Les installations électriques sont entretenues en bon état ; elles sont périodiquement - au moins une fois par an - contrôlées par un organisme spécialisé. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

10-1-4 Electricité statique - Mise à la terre

Au niveau des zones de stockages et de dépotage des produits à risques, les masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. Cette mise à la terre est réalisée suivant les règles de l'art ; elle est distincte de celle du paratonnerre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes et est périodiquement vérifiée. L'intervalle entre deux contrôles ne peut excéder un an. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les matériels constituant les appareils en contact avec les matières, produits explosibles ou inflammables à l'état solide, liquide, gaz ou vapeur, doivent être suffisamment conducteurs de l'électricité afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

10-1-5 Suppression des sources d'inflammation ou d'échauffement

Aucun feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire des étincelles ne peut être maintenu ou apporté, même exceptionnellement dans les zones de dangers, que les installations soient en marche ou à l'arrêt, en dehors des conditions prévues ci-après. Ces interdictions, notamment celle de fumer, sont affichées en caractères très apparents dans les locaux concernés et sur les portes d'accès.

Les centrales de production d'énergie sont extérieures aux zones dangereuses. Elles sont placées dans des locaux spéciaux sans communication directe avec ces zones.

L'outillage utilisé en zones de dangers est d'un type non susceptible d'étincelles.

Dans les zones de dangers, les organes mécaniques mobiles sont convenablement lubrifiés et vérifiés périodiquement.

L'exploitant établit un carnet d'entretien qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

L'exploitant met en place des détecteurs appropriés au niveau des installations présentant un risque en cas d'élévation anormale de température ou de pression.

10-1-6 Permis de feu

Dans les zones de dangers, sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre (chalumeaux, appareils de soudage...). Tous les travaux de réparation ou d'entretien sortant du domaine de l'entretien courant ou nécessitant la mise en œuvre de flamme ou appareils tels que ceux visés ci-dessus ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier a nommément désignée.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière, établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu. Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, ils ne sont réalisés qu'après arrêt complet et vidange des installations de la zone concernée, nettoyage et dégazage des appareils à réparer, vérification préalable de la non explosivité de l'atmosphère.

Des extincteurs, vérifiés périodiquement par une société spécialisée, sont répartis dans les différents locaux en nombre suffisant.

Des visites de contrôles sont effectuées après toute intervention.

10-1-7 Organisation de la qualité

L'exploitant mettra en place une organisation de la qualité en matière de sécurité au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de la devenir. Cette organisation portera notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou en cas de crise, essais périodiques, maintenance, formation du personnel),
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement.

Les documents correspondants seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

10-1-8 Protection contre la foudre

Les bâtiments doivent être protégés contre la foudre dans les conditions énoncées par la norme NFC 17.100. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification tous les 5 ans conformément à cette même norme.

10-2 Intervention en cas de sinistre

10-2-1 Signalement des incidents de fonctionnement

Les installations sont équipées d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident soit automatiquement soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Ce dernier dresse une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il est précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement et manuellement.

10-2-2 Evacuation du personnel

Les installations doivent comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel. Les schémas d'évacuation sont préparés par l'exploitant, tenus à jour et affichés. A l'entrée de l'établissement, un plan sera affiché, représentant l'ensemble des niveaux de manière à faciliter l'intervention des pompiers. Les issues et dégagements seront signalés au moyen d'une installation fixe d'éclairage de sécurité de type non permanent (blocs autonomes d'éclairage ou équivalent).

10-2-3 Moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'Incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus.

L'établissement devra respecter, au minimum, les mesures générales de sécurité externes suivantes:

- Desservir les locaux, par des portes de sortie de 0,90m de large au moins, s'ouvrant à la française et débouchant directement sur l'extérieur de façon que le personnel n'ait jamais plus de 40 mètres pour atteindre une sortie.
- Les châssis prévus en partie haute pour assurer le désenfumage devront posséder des commandes manuelles d'ouverture placées à proximité de l'accès principal et signalées. En outre, ces châssis devront pouvoir être refermés depuis le sol des locaux.
- Les installations électriques devront répondre aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs.
- Du matériel de lutte contre l'incendie devra être mis en place dans l'établissement (extincteurs à eau pulvérisé de 6 litres et des extincteurs appropriés).
- D'une manière générale, en matière de prévention contre l'incendie, l'établissement devra répondre aux dispositions de la section III du titre III du livre II (2^{ème} partie) du code du travail.
- A moins que ce ne soit déjà fait, fournir aux sapeurs pompiers de Saint Brieuc, un plan de masse de l'établissement sur lequel figurera : les bâtiments avec leur destination, les moyens de secours en eau utilisables par les Sapeurs Pompiers.

La lutte contre l'incendie est réalisée, par intervention des pompiers de saint Brieuc. Deux réserves d'eau complètent ce dispositif (bordure du petit étang, château d'eau). La lagune de 2500 m3 est accessible au pompage par les pompiers.

D'une manière générale, en matière de prévention contre l'incendie, l'établissement devra répondre aux dispositions de la section III du Titre III du Livre II (2^{ème} partie) du Code du Travail.

10-2-4 Consignes d'incendie

Outre les consignes générales, l'exploitant établit des consignes spéciales relatives à la lutte contre l'incendie. Celles-ci précisent notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- l'organisation des équipes d'intervention,
- la fréquence des exercices,
- les dispositions générales concernant la mise en œuvre, l'entretien et la vérification des moyens de lutte contre l'incendie,
- l'évacuation du personnel,
- les modes d'appel des secours extérieurs ainsi que les personnes autorisées à lancer ces appels.

10-2-5 Registre d'incendie

La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre spécial qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 11 - MESURES CONCERNANT LES EMISSIONS SUSCEPTIBLES D'ETRE CONTAMINEES PAR LEGIONELLA

Sont considérés comme faisant partie du système de refroidissement au sens du présent article, les circuits d'eau en contact avec l'air et l'ensemble évaporatif qui leur est lié.

11-1-Entretien et maintenance

L'exploitant devra maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons...) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procédera à :

- une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint ;
- un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques ;
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des *Légionella* a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'appliquera, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles seront soit rejetées à l'égout, soit récupérées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre de la législation des installations classées. Les rejets à l'égout ne devront pas nuire à la sécurité des personnes ni à la conservation des ouvrages.

II – Si l'exploitant justifie d'une impossibilité technique à respecter les dispositions du point 9-1-1- I, il devra mettre en œuvre un traitement efficace contre la prolifération des *Légionella*, validé in situ par des analyses d'eau pour recherche de *Légionella*, dont une au moins interviendra sur la période de mai à octobre.

11-1-2

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant mettra à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants...), destiné à les protéger contre l'exposition :

- aux produits chimiques,
- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

Un panneau devra signaler le port de masque obligatoire.

11-1-3

Pour assurer une bonne maintenance du système de refroidissement, l'exploitant fera appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

11-1-4

L'exploitant reportera toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionnera :

- les volumes d'eau consommée mensuellement,
- les périodes de fonctionnement et d'arrêt,
- les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates/nature des opérations/identification des intervenants/nature et concentration des produits de traitement,
- les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en *Legionella*...).

Les plans des installations, comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement, devront être annexés au livret d'entretien.

Le livret d'entretien sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

11-1-5

L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques seront réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les frais des prélèvements et des analyses seront supportés par l'exploitant.

Les résultats d'analyses seront adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

11-1-6

Si les résultats d'analyses réalisées en application du **point 9-1-1 - II**, du **point 9-1-4** ou du **point 9-1-5** mettent en évidence une concentration en légionella supérieure à 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant devra immédiatement stopper le fonctionnement du système de refroidissement. Sa remise en service sera conditionnée au respect des dispositions du **point 9-1-1 - I**.

Si les résultats d'analyses réalisées en application du **point 9-1-1 - II**, du **point 9-1-4** ou du **point 9-1-5** mettent en évidence une concentration en légionella comprise entre 10^3 et 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant fera réaliser un nouveau contrôle de la concentration en légionella un mois après le premier prélèvement. Le contrôle mensuel sera renouvelé tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs.

11-2 Conception et implantation des systèmes de refroidissement.

11-2-1

L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répondra aux règles de l'art et sera dotée d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du système de refroidissement sera équipé d'un ensemble de protection par disconnection situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation.

11-2-2

Les rejets d'aérosols ne seront situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejet seront en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.

ARTICLE 12 – COMMISSION LOCALE D'INFORMATION ET DE SURVEILLANCE

Il est constitué une commission locale d'information et de surveillance du fonctionnement de l'établissement.

La commission locale d'information et de surveillance a pour objet de promouvoir l'information du public pour les problèmes posés en ce qui concerne l'environnement et la santé publique par l'installation classée.

La composition et le fonctionnement de la CLIS feront l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique.

ARTICLE 13 - ACTIVITES SOUMISES A DECLARATION

Tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, les activités soumises à déclaration précisées dans le tableau de l'article 1 sont réglementées par les prescriptions des arrêtés - types 89, 253, 340, 361, 1220 et 1434 joints en annexe.

ARTICLE 14 - VALIDITE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation délivrée sous réserve du droit des tiers deviendrait caduque au cas où les installations qui en font l'objet ne seraient pas mises en exploitation dans un délai de trois ans suivant la notification du présent arrêté.

Il en serait ainsi également si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 15 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 16 - HYGIENE ET SECURITE DU PERSONNEL

L'exploitant devra se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 17

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché en mairie de pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de la SASU SIFDDA.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la SASU SIFDDA dans deux journaux d'annonces légales du département : « Ouest-France » et « Le Télégramme ».

ARTICLE 18

« Délai et voie de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement). La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est :

- de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter du jour où la présente décision a été notifiée,
- de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté ».

ARTICLE 19

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de PLOUVARA,

Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la SASU SIFDDA pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires des communes de COHINIAC, PLOUFRAGAN, PLELO, PLERNEUF, BOQUEHO, LA MEAUGON, PLOUAGAT, LE FOEIL, TREMUSON, PLAINE HAUTE et SAINT DONAN pour information.

Saint Brieuc, le 1^{er} 1 JUL. 2004

LE PREFET



Pierre-Henry MACCIONI